



Déclaration du bureau exécutif de l'Ufict-filpac Cgt

Le Bureau exécutif de l'Ufict-Filpac-Cgt soutient le mouvement de grève des cheminots. Il doit être la base d'un mouvement plus général, à mettre en débat dans les entreprises, permettant de mettre au cœur de notre pays des services publics de qualité et pour toutes et tous de gagner de nouveaux droits.

Comme a pu le dire Philippe Martinez, secrétaire général de la Cgt, « la solution serait que tout le monde ait le statut des cheminots ».

C'est la réponse Cgt pour un nouveau statut du travail salarié à réactualiser pour en faire un chantier sur la sécurisation de l'emploi et de la formation.

Car la situation sociale actuelle a de quoi laisser perplexe. Des riches de plus en plus riches et des pauvres de plus en plus pauvres. Une pauvreté qui touche le monde du travail lui-même. La peur de perdre son emploi est réelle, et le chômage institutionnalisé permet de faire taire les revendications.

Et nos élites politiques ne font qu'aider les riches. Pourtant, les luttes des travailleurs, y compris les ingénieurs, cadres et techniciens, montrent que nous avons le pouvoir de changer les choses de transformer la société, de donner de l'espoir à vivre autrement. Il existe une alternative à l'austérité et à la précarité.

À l'aube de ce 21^e siècle plus personne ne devrait craindre de perdre son emploi. Les richesses existent. Partageons les mieux, tout simplement.

Après l'attaque en règle du code du travail avec les ordonnances qui de plus diminuent le rôle de l'organisation syndicale dans l'entreprise le patronat à trouver en Macron un fidèle serviteur dans la casse de notre système social.

Casser notre système social pour en donner toujours plus à l'actionnaire. Tout dans une logique actionnariale dont on sait que la recherche de rentabilité détruit la qualité du travail et met en danger au final les entreprises et donc l'emploi.

Il nous faut contrer les politiques libérales qui détruisent nos entreprises comme dans le groupe Ebra, au Monde, à l'Afp, chez Prestalis, à la Dila et Sacijo, dans le groupe Amaury, chez Riccobono l'imprimeur de presse, Le Point, dans le groupe Éditis, chez Actes Sud, chez Lagardère dans le groupe les Échos, le Figaro et dans bien d'autres encore.

Nous sortons de nos congrès respectifs Ufict, Ugict et du comité général de notre fédération, la Filpac-Cgt, dont le point commun est la convergence des luttes.

Les luttes des personnels dans l'éducation, les hôpitaux, les Ehpad, les services publics territoriaux, la justice contre la détérioration de leurs conditions de travail, suite aux réductions drastiques des moyens financiers et humains, démontrent que nos services publics deviennent des entreprises comme les autres.

Il faut repenser le modèle de l'entreprise comme celui d'un bien commun qui garantit l'emploi pour tous.

Mettons en débat dans les entreprises ce qui se passe avec les mouvements sociaux actuels et proposons des **arrêts de travail pour participer aux manifestations du 19 avril** partout où elles seront organisées en France.